

<https://divergences.be/spip.php?article3842>



Le « pacte du silence » entre les Israéliens et leurs médias

- Aujourd'hui - 2024 - Novembre 2024 - La guerre, Moyen Orient -

Date de mise en ligne : jeudi 31 octobre 2024

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

[Origine +972 16 octobre 2024](#)

Les médias israéliens, longtemps soumis à la loi, ont passé l'année dernière à inculquer au public un sentiment de droiture face à la guerre de Gaza. Selon Oren Persico, spécialiste des médias, il faudra des décennies pour inverser cet endoctrinement.

Au milieu de notre conversation, Oren Persico fait une confession surprenante. Le journaliste israélien chevronné, dont le travail consiste depuis près de deux décennies à surveiller les médias de son pays, ne regarde pas les informations israéliennes grand public.

« Je ne peux tout simplement pas le faire », m'explique Persico, qui travaille depuis 2006 comme rédacteur pour le site de surveillance des médias israéliens The Seventh Eye. « C'est déprimant et exaspérant – c'est de la propagande, c'est plein de mensonges. C'est surtout une image miroir de la société dans laquelle je vis, et il m'est difficile de rompre la dissonance entre ma vision du monde et mon environnement. Je dois garder la tête froide. » Au lieu de regarder, Persico se tient au courant en parcourant les sites d'actualités, les réseaux sociaux et en regardant des clips sélectionnés que les gens lui envoient.

<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH227/neta-bf244.jpg>

Mais même en éteignant la télévision, Persico ne parvient pas à apaiser la dissonance et le désespoir qui n'ont fait que s'amplifier depuis les massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre et l'assaut de l'armée israélienne sur la bande de Gaza qui a duré un an. Lorsque la guerre a commencé, les médias israéliens se sont retrouvés à un tournant critique, confrontés au traumatisme d'une nation secouée par une violence sans précédent et qui s'est rapidement repliée sur une perception profondément ancrée de victimisation historique. Les chaînes d'information ont réagi à ce traumatisme national, note Persico, en se laissant encore plus emporter par la propagande d'État.

Comment le 7 octobre a scellé le pacte de silence des médias israéliens

Alors que les jours de violence brutale se sont transformés en semaines et en mois, les médias israéliens sont revenus à leurs habitudes habituelles : se rassembler autour du drapeau, amplifier les discours de l'État et marginaliser toute couverture critique de la brutalité d'Israël à Gaza, sans parler de montrer des images ou de raconter des histoires de souffrance humaine parmi les Palestiniens de la bande de Gaza.

Le chemin qui mène à ce moment a été tracé il y a longtemps. Le paysage médiatique israélien, qui, selon M. Persico, a toujours été soumis à l'establishment politique et militaire, a fait l'objet de pressions incessantes de la part de Benjamin Netanyahu au cours de la dernière décennie ; le premier ministre israélien a tenté de le transformer en un outil permettant d'exercer le pouvoir et, en fin de compte, d'assurer sa propre survie politique. Les médias commerciaux, plus intéressés par la fidélisation des téléspectateurs que par la contestation du pouvoir, sont devenus la proie de la stratégie de coercition, d'autocensure et de pression économique de M. Netanyahu.

Ces dernières années ont également vu l'essor rapide de Now 14 (plus connu sous le nom de Channel 14), la version israélienne de Fox News, qui s'est ouvertement alignée sur Netanyahu et conteste désormais la domination de longue date de Channel 12. Elle propose aux téléspectateurs non seulement des informations, mais aussi des polémiques anti-palestiniennes - qui sont souvent ouvertement génocidaires - conçues comme un divertissement.

Le « pacte du silence » entre les Israéliens et leurs médias

L'utilisation habile par M. Netanyahou d'organes de propagande tels que la chaîne 14, ainsi que des médias sociaux, l'a aidé à se forger un public dévoué qui le défend et le soutient contre les pressions nationales et internationales.

Dans un entretien avec +972, qui a été raccourci et édité pour plus de clarté, Persico réfléchit au rôle historique des médias dans le déni des violations des droits de l'homme par Israël, à leur incapacité à remettre en question l'establishment politique et à l'absence quasi-totale de solidarité envers les journalistes palestiniens sous les bombardements à Gaza.

Parlez-moi du paysage médiatique israélien à l'approche du 7 octobre.

Le 6 octobre, les médias israéliens - qu'ils soient publics ou privés, à la télévision, à la radio ou sur l'internet - étaient affaiblis et assiégés après plus d'une décennie de lutte acharnée du Premier ministre Benjamin Netanyahu pour les contrôler. Alors que certains médias étaient simplement devenus un outil dans la guerre de propagande de M. Netanyahou, d'autres se sont progressivement soumis à ses pressions, en diffusant les alliés du Premier ministre et les points de discussion dans leurs émissions.

Quelques mois avant le 7 octobre, le ministre des Communications Shlomo Karhi avait annoncé un projet de loi visant à réformer le paysage médiatique, basé sur son désir de fermer la Société publique de radiodiffusion d'Israël [connue familièrement sous le nom de KAN] et de "s'occuper" [c'est-à-dire d'affirmer son contrôle sur] le secteur des médias privés.

Tout cela s'est fait sous les slogans d'"ouverture du marché" et de "suppression des barrières" - des slogans qui signifient en fait qu'ils facilitent la tâche des médias qui servent les intérêts de M. Netanyahu tout en restreignant les médias qui le critiquent.

Quelles mesures Netanyahou et ses gouvernements successifs ont-ils prises pour supprimer la presse au cours des dernières décennies ?

Depuis 1999 [lorsque Netanyahou a perdu les élections après son premier mandat de Premier ministre], il a désigné les médias comme son rival et a progressivement unifié sa base dans une lutte populiste contre eux. C'est particulièrement vrai depuis 2017, lorsque ses nombreux scandales judiciaires ont explosé - qui sont tous directement liés à ses tentatives de contrôle des médias.

Au cours de la dernière décennie, Netanyahou a tenté de fermer Channel 10 ; a cherché à éviscérer la domination de Yedioth Ahronoth dans la presse écrite israélienne ; aurait promis à un magnat des médias des changements réglementaires bénéfiques en échange d'une couverture positive de lui et de sa famille ; et a méticuleusement placé ses partisans dans tous les médias israéliens possibles, de Channel 12 et de la radio de l'armée israélienne à i24 et à KAN.

[...]

Je suis sûr que des appréciations similaires ont été faites à propos du Hezbollah, mais lorsque l'armée israélienne a commencé son invasion, les médias ont affirmé qu'elle ne durerait que quelques semaines. Cela nous ramène à la première guerre du Liban, où les médias avaient fait des déclarations très similaires sur la durée de l'opération

[l'armée israélienne est restée au Sud-Liban pendant près de deux décennies].

Selon le Syndicat des journalistes palestiniens, Israël a tué 168 journalistes palestiniens à Gaza depuis octobre dernier. Quelle est la solidarité des journalistes israéliens avec leurs homologues palestiniens de Gaza ou avec les journalistes d'Al Jazeera qui ont été interdits de travail en Israël et dont les bureaux à Ramallah ont été perquisitionnés et fermés par les forces israéliennes en septembre ?

Zéro. À la fin de l'année dernière, j'ai aidé Reporters sans frontières à organiser une pétition de solidarité entre les journalistes israéliens et leurs collègues palestiniens. Je leur ai dit que personne, à part quelques personnes de la gauche radicale, ne signerait ce genre de déclaration, et j'ai proposé à la place d'essayer de faire signer aux journalistes israéliens une pétition exigeant que les médias montrent davantage ce qui se passe à Gaza, car je pensais que nous pourrions obtenir la signature d'un plus grand nombre de journalistes traditionnels. Cela n'a pas eu lieu. Très peu de gens ont voulu signer.

Est-ce la première guerre d'apartheid d'Israël ?

Ce que les journalistes israéliens ne comprennent pas, c'est que lorsque le gouvernement adopte sa « loi Al Jazeera », il s'agit en fin de compte de quelque chose de bien plus vaste que de simplement cibler la chaîne. La loi actuelle vise à interdire les médias qui « mettent en danger la sécurité nationale », mais ils veulent aussi donner au ministre israélien des Communications le droit d'empêcher toute chaîne d'information étrangère d'opérer en Israël si elle pourrait « nuire au moral national ». Ce que le public israélien ne comprend pas, c'est que les prochaines sur la liste sont BBC Arabic, Sky News Arabic et CNN. Après cela, ils s'en prendront à Haaretz, Channel 12 et Channel 13.

Est-ce que vous voyez cela se produire ?

Nous nous dirigeons vers un régime autocratique, à la Orbán, avec tout ce que cela implique, dans les tribunaux, dans le monde universitaire et dans les médias. Bien sûr que c'est possible. Cela semblait irréaliste il y a dix ans, puis cela semblait plus réaliste il y a cinq ans lorsque les scandales judiciaires liés aux médias ont éclaté autour de Netanyahou. Puis c'est devenu encore plus raisonnable avec la réforme judiciaire, et c'est encore plus vrai aujourd'hui.

Nous n'y sommes pas encore, mais nous y sommes certainement sur le chemin.

Edo Konrad

Post-scriptum :

Edo Konrad est l'ancien rédacteur en chef du magazine +972.